

toutes ses forces sur un point menacé, et c'en est une autre que d'avoir la même population divisée en cinq colonies, incapables, par conséquent, d'agir en commun, ayant chacune un gouvernement distinct, et ainsi isolées justement lorsqu'il faudrait qu'elles fussent unies. (Ecoutez ! écoutez !)

Le danger contre le quel il faut se tenir en garde, c'est une invasion ou conquête soudaine qui pourrait être tentée si nous n'étions pas en mesure de la repousser. Je crois que personne ne regardera à la dépense si l'on peut parvenir à ériger des fortifications à l'aide desquelles une attaque soudaine pourra être repoussée avec succès. Il est évident que leur prix de revient s'élèvera à une somme considérable, mais j'espère et crois en même temps que mon hon. ami, le ministre des finances, bien qu'il puisse avoir mille autres exigences à satisfaire, n'hésitera pas à recommander le crédit nécessaire, ni ne reculera devant la nécessité d'augmenter l'impôt à cette fin. (Ecoutez ! écoutez !)

Si je parle ainsi, c'est que je suis convaincu que nul membre de cette chambre, que nul habitant de ce pays ne refusera, si besoin est, de donner la dixième partie de ce qu'il faut à sa subsistance pour la construction de travaux qui protégeront le pays contre les ravages de l'agresseur, et pour conserver les bienfaits inestimables dont nous jouissons sous l'égide de la couronne d'Angleterre. (Ecoutez ! écoutez !)

Si, sur ce point de la question je me suis prononcé avec vigueur, c'est que j'ai encore à la mémoire les observations de mon hon. ami le député d'Hochelaga, (M. A. A. DORION), observations qui, j'en suis sûr, comportent un sens différent de celui qu'il voulait leur donner, mais qui ne laissent pas que d'être d'un effet pernicieux. Cet hon. monsieur a dit que notre véritable politique était de fait la neutralité ; qu'il était inutile pour nous de songer à se défendre contre la force écrasante que les Etats-Unis pourraient mettre en mouvement contre nous, car, avec notre petite population, nous nous trouverions à peu près dans la même position où s'est trouvé le Danemark, lorsqu'il a voulu lutter contre les armées réunies de l'Autriche et de la Prusse ; de fait, il a été presque aussi loin qu'un ancien membre de cette chambre, qui n'a pas craint de dire que le mieux pour le Canada était de ne faire aucun armement. Malgré cela, je n'en suis pas moins sûr que si l'hon. monsieur eût cru produire dans l'esprit public une

fausse impression, il se serait abstenu de faire des assertions comme celles-là, et qui, je dois le dire, ne tendaient rien moins qu'à faire perdre toute confiance dans notre énergie comme dans nos ressources,—qu'à faire croire notre position future désespérée, en un mot, qu'il serait inutile pour nous d'entreprendre l'érection de travaux de défense, inutile d'organiser, armer et former notre milice, attendu que tous nos efforts seraient perdus par l'impossibilité où l'on serait de pouvoir réunir une force capable de lutter avec celle que l'ennemi pourrait nous opposer. Or, M. l'ORATEUR, est-ce en tenant un tel langage que l'on peut entretenir le zèle du peuple pour la défense du pays ? Est-ce en disant que quatre millions de sujets anglais, soutenus même par la puissance de l'Angleterre, ne seraient pas de force à lutter contre les Etats-Unis ou contre la plus grande puissance militaire du monde ? Quand même serions-nous un jour dans la position désespérée du Danemark, je n'en affirme pas moins que 99 sur 100 de notre population seraient prêts à prendre les armes, et, même en désespoir de cause, à lutter jusqu'au dernier moment. (Ecoutez ! écoutez !)

Mais si, en cas de guerre, et pour la première fois, l'Angleterre refusait de venir au secours de ses colonies, les générations futures ne pourraient plus, comme autrefois, se glorifier de porter le nom anglais ; cependant, malgré cette défection, je ne pourrais croire encore que notre position serait désespérée. Afin de pouvoir réfuter plus complètement les observations de mon hon. ami le député d'Hochelaga, je prie la chambre qu'elle me permette de l'entretenir encore pendant quelques minutes sur ce point. De nos jours, lorsqu'un peuple est en guerre, nous savons que s'il peut ériger des fortifications qui forcent l'ennemi à en faire le siège avant qu'il ne puisse aller plus loin, il peut ainsi défendre son pays pendant plusieurs mois. Remarquez que je ne connais pas le plan arrêté par les commissaires pour nos défenses ; mais chacun sait qu'ils expriment la conviction qu'à l'aide de certains travaux érigés sur différents points et appropriés aux moyens que nous avons de les desservir, nous pourrions, pendant plusieurs mois, arrêter les progrès d'une invasion ; que nous pourrions contraindre l'ennemi à épuiser ses forces devant ces fortifications et apporter d'autres entraves à sa marche qui demanderaient des mois avant de pouvoir être surmontés. D'ailleurs, les